Déclaration de M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international, en réponse à une question sur la situation en Syrie, à l'Assemblée nationale le 10 mai 2016.

2016-05-10

Merci Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Députés,

Monsieur le Député,

Vous avez raison, la situation est dramatique et la violation du cessez-le-feu peut mettre en péril le processus de paix. C'est là un danger majeur que vous venez de rappeler à travers votre question. Le régime est responsable de la reprise de ces massacres qui visent des populations civiles, des hôpitaux, des écoles et aussi des lieux de détention.

Je pense aussi que chacun est profondément atteint par les bombardements sur Alep, cette ville magnifique qui est en train d'être détruite, pierre par pierre, et qui fait de nombreuses victimes civiles.

Quant à l'aide humanitaire qui devrait arriver sur les lieux sinistrés, elle est bloquée par le régime, notamment en matière sanitaire. Pour le régime, il s'agit d'arrêter, de toutes ses forces, le processus politique qui a été engagé à Genève, et nous, nous souhaitons qu'il reprenne.

C'est pourquoi la France ne ménage aucun effort. J'étais la semaine dernière à Berlin où j'ai rencontré le négociateur des Nations unies, M. Staffan de Mistura, ainsi que M. Riyad Hijab, coordinateur général du haut comité pour les négociations et représentant de l'opposition syrienne. Hier, j'ai pris l'initiative de réunir le groupe des dix, c'est-à-dire ce que l'on appelle le groupe des affinitaires, ceux qui soutiennent, avec l'Union européenne, nos positions modérées. Nous avons pu, en présence notamment du secrétaire d'État américain John Kerry, de l'Allemagne, du Royaume-Uni, de l'Italie et de plusieurs pays arabes, trouver un consensus qui est d'exiger que les bombardements s'arrêtent, que l'aide humanitaire puisse arriver aux sinistrés et que la reprise des négociations puisse redémarrer à Genève.

Je crois que c'est une question essentielle car si le processus politique, qui nécessite une transition politique qui est difficile à construire, ne reprend pas, alors c'est le pays qui sera encore plus détruit. Et ce sont aussi les réfugiés qui n'auront plus d'autres moyens pour survivre que de partir et de venir en Europe. Je crois que c'est une responsabilité collective. La semaine prochaine nous serons à Vienne pour une nouvelle étape, pour la réunion du groupe international de soutien, j'y serai et je continuerai de défendre la position de la France.Source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 13 mai 2016

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/198981-declaration-de-m-jean-marc-ayrault-ministre-des-affaires-etrangeres-et